

Massacres au Burundi : Si ce n'est l'opposition, c'est donc l'opposition

Le Pays, 23 septembre 2010 Les régimes fascistes ont toujours survécu en eux-mêmes des crises sociales effervescentes aux répercussions négatives incommensurables. Et, au lieu de se livrer à des explications qui ne tiennent pas la route, les tenants de ces régimes doivent s'assumer pleinement. Quand les choses vont mal dans un pays, seules l'ingéniosité et la clairvoyance peuvent venir à bout de tout. Généralement, la volonté des dirigeants africains de faire basse sur certains aspects sociaux pourtant tangibles favorise leur maturation. Tout mal, si petit soit-il, s'il est négligé, finira par avoir raison de sa victime. Certains semblent l'avoir compris et c'est tant mieux.

Mais le président burundais, Pierre Nkurunziza, en fait tout le contraire, se donne à loisir ce jeu périlleux. En effet, depuis l'élection controversée de cet ancien maquisard, on assiste à un regain de violence sur fond de découvertes macabres importantes qui rappellent les pogroms de la longue guerre civile qu'on a connue au Burundi. En deux semaines, au moins quatorze cadavres ont été découverts dans le nord-est de Bujumbura, la capitale, une zone couverte de marais et qui fait frontière avec la République démocratique du Congo (RDC). Certains de ces cadavres étaient ligotés tandis que d'autres portaient des traces de mutilation. Les autorités burundaises, quant à elles, attribuent ces atrocités à des "bandits armés non encore identifiés". Une probable fuite en avant qui dénote d'une négligence coupable si fait que les populations vivent au quotidien dans la terreur. Certes, "ces bandits" n'ont jusqu'à présent pas formulé ouvertement de revendications. Mais, les autorités burundaises doivent, en toute humilité, reconnaître que ces attaques sporadiques traduisent un malaise social. Les guerres civiles et les rebellions ont toujours été le résultat d'une mauvaise gouvernance longtemps décriée. Le contexte actuel du Burundi exige de ses autorités une solution urgente et durable. Autrement, ce pays renouera avec les vieux démons. Cette recrudescence de tensions, qui intervient seulement deux mois après l'élection de Pierre Nkurunziza, traduit à suffisance une certaine impopularité. Dans le cas d'espèce, la raison commande que le président puisse tirer toutes les conclusions qui s'imposent. Hélas, Nkurunziza en fait à sa tête et jette le nouveau opprobre sur ses opposants qu'il soupçonne d'être à l'origine de ces tensions. C'est pourquoi aucun n'exclut un montage destiné à démolir l'opposition, plus que jamais voué aux gémonies autant que les principales formations d'opposition qui souhaitent s'exprimer sur la question, en ont été empêchées. Ainsi va la politique au Burundi et dans bien des pays du continent. Beaucoup d'opposants africains, tels des gredins, semblent payer le prix des travers des régimes antipopulaires qu'eux-mêmes combattent souvent au prix de leur vie. Plutôt que de vouloir dissimuler la vérité de sacrifier ses opposants sur l'autel de l'ambition, Nkurunziza aurait dû laisser ces derniers s'exprimer afin que la communauté nationale et internationale puisse tirer ses propres conclusions. De telles attitudes sont l'apanage des chefs d'Etat africains qui, se refusant à voir les choses en face, s'achèvent à trouver des boucs émissaires à chaque situation. La meilleure façon de dénouer une crise sociale est de réunir autour d'une même table, tous les fils et filles du pays pour trouver des solutions qui valent plutôt que de privilégier la répression. Gageons qu'un jour, le peuple burundais sera libéré des politiques totalitaires. Boundi OUOBA